

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
DREAL Occitanie
Unité interdépartementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule sol Sous-Sol
65000 Tarbes

Tarbes, le 12/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OMYA SAS

Rié

31440 Saint-Béat-Lez

Références : 2025-0313-Dp
Code AIOT : 0006807484

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement OMYA SAS implanté lieu dit "Pourtaillon" 65370 Sost. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans les suites de la mise en demeure du préfet concernant la cessation d'activité de la carrière de marbre rouge exploitée par OMYA sur la commune de SOST.

Depuis le transfert de l'autorisation d'exploiter de la société OMG à la société OMYA en 2018, aucune exploitation n'a été réalisée. En application du code de l'environnement, en l'absence d'exploitation sur trois années consécutives l'autorisation d'exploiter devient caduque. Cette absence d'exploitation s'explique par une forte pente de la piste d'accès, rendant le site inaccessible aux véhicules lourds. L'aménagement d'une piste adaptée était techniquement et économiquement pas envisageable au regard de la faible extraction autorisée (3000t/an).

La caducité a été constaté par l'inspection des installations classées en 2022, elle a entraîné l'obligation pour l'exploitant de notifier la cessation d'activité, un arrêté de mise en demeure a été pris à cet effet, le 6 février 2023 à laquelle l'exploitant a répondu le 2 mai 2023.

Lors de la présente visite l'exploitant a indiqué qu'un accord avec le propriétaire foncier était en cours de finalisation pour la remise en état et qu'un porter à connaissance de modification des conditions de remise en état du site, d'usage futur et proposant les mesures de mise en sécurité sur le long terme et de réhabilitation du site était rédigé et serait déposé dès l'accord signé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA SAS
- lieu dit "Pourtaillon" 65370 Sost
- Code AIOT : 0006807484
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de marbre rouge de SOST est de taille relativement modeste et n'est associée à aucune installation sur place. La roche est abattue à l'explosif. La production est évacuée vers une zone de transit située en bas de la piste d'accès, puis transportée par camion pour être traitée dans une unité industrielle située sur une autre commune.

Cette carrière a été autorisée par arrêté préfectoral n°2010-216-04 du 4 aout 2010 au titre de la rubrique 2510.1 "exploitation de carrière" et les installations associées déclarée au titre de la rubrique 2515-2 pour 200kW. La production maximale est fixée à 3000 tonnes par an et l'autorisation était valable 30 années jusqu'au 04 aout 2040.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	notification de cessation d'activité,	Code de l'environnement du 21/09/2000, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective	1 mois
3	mise à l'arrêt définitif	Code de l'environnement du 21/09/2000, article R. 512-75-1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	cessation d'activité	AP de Mise en Demeure du 06/02/2023, article 1	Sans objet
4	Accès, signalisation et zones	Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 27	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	dangereuses		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploiter étant caduque, l'exploitant a notifié la cessation d'activité en 2023, du fait de l'absence d'exploitation les conditions de remise en état ne sont pas celles fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site et décrites dans dossier d'autorisation. Il convient que l'exploitant propose au préfet les modifications des conditions de remise en état du site, précise l'usage futur envisagé et les mesures de réhabilitation du site. L'arrêté modificatif prit en suivant permettra de finaliser la procédure de cessation d'activité.

L'inspection précise que l'avis du propriétaire et de la commune sur les conditions de remise en état et d'usage futur envisagé est requis.

A l'issue de cette visite, l'inspection des installations classées demande que l'exploitant dépose son porter à connaissance sous un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : cessation d'activité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/02/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
Prescription contrôlée : La société OMYA exploitant d'une carrière sur la commune de SOST est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de déposer le dossier de cessation d'activité de la carrière de marbre « rouge » qu'elle exploitait au lieu-dit « Le Pourtaillon ».
Constats : La société OMYA a notifié par courrier du 02 mai 2023, la déclaration de cessation d'activité de la carrière de marbre rouge qu'elle exploite sur la commune de SOST. Sur demande du préfet il a complété sa déclaration par courriel du 25 septembre 2023. La notification de cessation d'activité répond en partie à la demande formulée à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°65-2023-02-06-00003 du 6 février 2023. En effet, les conditions techniques associées à la cessation d'activité doivent être adaptées (voir infra) pour lever la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : notification de cessation d'activité,

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/09/2000, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, mise à l'arrêt
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi

que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

Du fait que la carrière n'a pas été exploitée, les conditions de remise en état du site fixées par l'arrêté préfectoral ne correspondent plus à la situation rencontrée sur la carrière.

Il convient au préalable de la mise en sécurité de fournir un porter à connaissance modifiant les conditions de remise en état du site, proposant l'usage futur envisagé et décrivant le calendrier et les mesures de sécurisation à mettre en place au regard des secteurs exploités et des verses préexistantes lors du transfert de l'autorisation.

En conséquence l'attestation de mise en sécurité (ATTES SECUR) ne peut être produite par l'organisme certifié.

Lors de la visite du site, l'exploitant a présenté un projet de porter à connaissance dont les modalités sont en cours de validation avec le propriétaire foncier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant que ce porter à connaissance soit transmis au préfet sous un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : mise à l'arrêt définitif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/09/2000, article R. 512-75-1

Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité

Prescription contrôlée :

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.

Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

Constats :

A l'issue de l'inspection seule la mise à l'arrêt définitif a été notifiée, les opérations suivantes sont dans l'attente du dépôt d'un porter à connaissance permettant de modifier les conditions de remise en état et l'usage futur.

Le porter à connaissance envisagé intégrera les modalités de réhabilitation du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de débloquer la situation, l'inspection demande à l'exploitant de déposer le porter à connaissance proposant les modification(s) de remise en état du site, l'usage futur envisagé et les modalités prévues de réhabilitation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Accès, signalisation et zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2010, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, accès zones dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation sont interdits par une clôture efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p> <p>Ces dispositions concernent aussi toutes les zones présentant un risque spécifique tels les bassins de décantation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est fermé par un portail cadenassé, l'interdiction d'entrer est clairement indiquée. Une clôture comprenant 3 fils barbelés longe le chemin adjacent la partie basse de la carrière. Le panneau précisant l'activité est toujours présent à l'entrée du site permettant d'informer sur la nature des activités conduites sur le site.</p> <p>La situation rencontrée est conforme à l'exigence réglementaire d'information et de sécurisation du site et valide l'action corrective conduite suite de la demande formulée à l'issue de l'inspection de 2022.</p> <p>A noter qu'aucun bassin ou retenue d'eau n'est présent sur le site .</p>
Type de suites proposées : Sans suite